

Éclaircie mondiale, l'Europe encore dans l'ombre

Le premier semestre 2013 va connaître un rebond du commerce mondial. La zone euro en profitera, tout en restant en retrait. La France s'y trouve dans une situation moyenne, loin de l'Allemagne qui y fait cavalier seul, tirée par ses exportations. En France, l'activité stagne depuis deux ans car la consommation ne progresse plus et l'investissement est en berne. Un léger mieux est attendu sur les exportations. Dans ces conditions, le chômage ne peut qu'augmenter. Rhône-Alpes, qui résistait mieux début 2012, est plus touché en fin d'année. Le regain du commerce mondial au premier semestre 2013 peut lui être favorable.

Alain Dupré, Michel Poincard

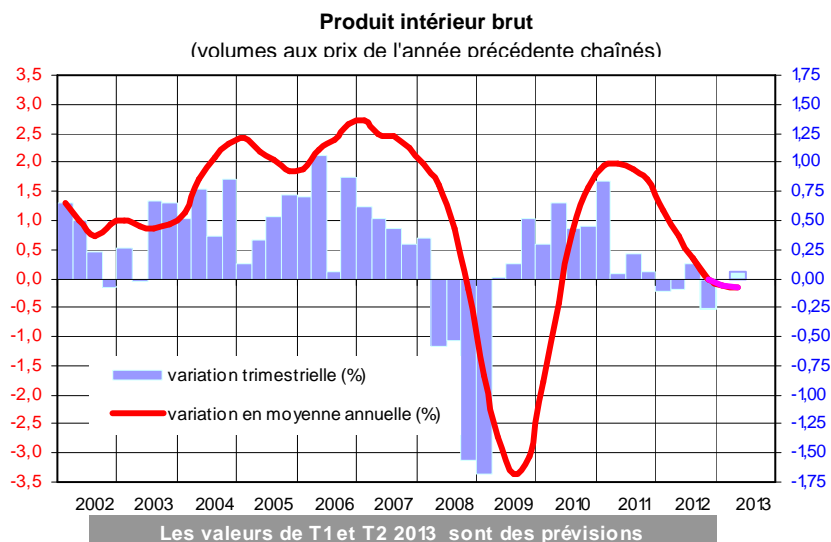
Au quatrième trimestre 2012, l'activité a accéléré dans les économies émergentes, mais les économies avancées n'en ont pas bénéficié. Au contraire, l'activité dans ces pays a fléchi (- 0,2 %).

Au premier trimestre 2013, un rebond marqué est attendu dans les économies avancées (+ 0,4 %). Leur activité serait toutefois freinée au deuxième trimestre 2013 (+ 0,2 %), notamment aux États-Unis sous l'effet de la consolidation budgétaire.

La demande extérieure adressée à la France se redresserait donc au premier semestre 2013, mais serait pénalisée par la faiblesse persistante de la demande

intérieure dans la zone euro. Le redressement des exportations françaises resterait donc modéré.

En France, la demande intérieure resterait atone, si bien que l'activité serait quasiment stable au premier semestre (0,0 % au premier trimestre puis + 0,1 % au deuxième). Le recul de l'investissement dans le bâtiment se poursuivrait, compte tenu de la forte baisse du nombre des mises en chantier en 2012. De même, le repli marqué de l'investissement des entreprises devrait perdurer début 2013. En effet, les perspectives d'activité sont dégradées et le taux d'utilisation des capacités est faible.



Source : Insee.

La consommation des ménages serait quasi stable au premier semestre 2013 (0,0 % puis + 0,1 %). Le pouvoir d'achat continuerait d'être freiné par la dégradation du marché du travail et l'augmentation des prélèvements. Le retour des gains de productivité vers leur rythme d'avant-crise, amorcé depuis fin 2011, conduirait en effet à d'importantes pertes d'emplois marchands (37 000 par trimestre début 2013). La baisse de l'emploi total serait toutefois un peu plus faible, du fait d'une augmentation du nombre d'emplois

aidés dans le secteur non marchand. Le taux de chômage atteindrait 10,6 % mi-2013 en France métropolitaine.

La région Rhône-Alpes qui, jusqu'en début 2013, a mieux résisté à un contexte défavorable qu'en moyenne nationale, tant pour les exportations que pour l'emploi et le chômage, est davantage touchée en fin d'année. Les prévisions sur le commerce mondial en particulier laissent entrevoir des possibilités d'amélioration au premier semestre 2013.

Les exportations sont à un haut niveau mais mal orientées

Au quatrième trimestre 2012, les exportations de Rhône-Alpes diminuent de $-1,0\%$ à 11,7 milliards d'euros en données corrigées des variations saisonnières. Sur la même période, le recul des exportations pour l'ensemble de la France se limite à $-0,5\%$ et s'établit à 108,6 milliards d'euros. Sur l'ensemble de l'année 2012, les exportations rhônalpines n'augmentent que de $+0,6\%$, tandis qu'elles progressent de $+3,1\%$ pour la France.

En Rhône-Alpes, les secteurs les plus touchés par la baisse de la demande étrangère sont ceux du matériel de transport ($-4,3\%$ en 2012) et des produits chimiques ($-3,0\%$), alors que les produits agricoles augmentent sensiblement ($+6,7\%$).

Sur l'année 2012, les exportations vers l'Union Européenne diminuent de $-2,0\%$, mais progressent de $+6,0\%$ vers l'ensemble du continent américain et de $+4,0\%$ vers l'Asie.

Les mises en chantier continuent de baisser fortement

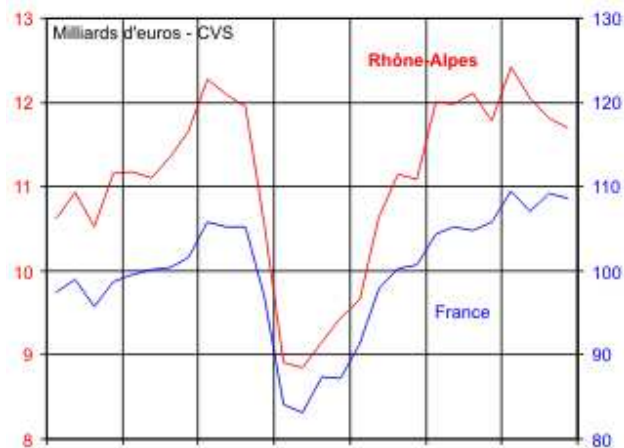
Au quatrième trimestre 2012, la baisse des mises en chantier de logements en Rhône-Alpes se modère par rapport à l'évolution observée au troisième trimestre. En rythme annuel, elle s'établit fin 2012 à $-1,3\%$, à comparer à $-1,6\%$ fin septembre. En revanche, pour l'ensemble de la France, la baisse s'accroît ($-3,3\%$ entre le troisième et le quatrième trimestre, à comparer avec un recul de $-1,2\%$ pour la période précédente). Les autorisations de construire, relativement stables jusqu'à l'automne 2012, diminuent en fin d'année en Rhône-Alpes comme dans l'ensemble du pays. Elles s'orientent nettement à la baisse début 2013.

Reflets de cette évolution, les enquêtes nationales de conjoncture dans le bâtiment du début 2013 décrivent les carnets de commandes comme inférieurs à la normale. De même, les prévisions d'effectifs demeurent pessimistes.

La fréquentation hôtelière se porte bien en hiver

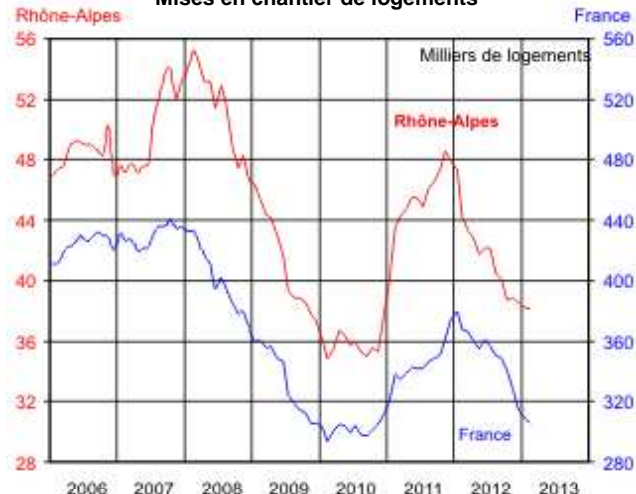
La fréquentation des hôtels de Rhône-Alpes s'élève à 3,630 millions de nuitées au quatrième trimestre 2012, soit une hausse de $+2,1\%$ par rapport au même trimestre de 2011. Cette hausse est essentiellement due à la progression des nuitées étrangères ($+13,4\%$). La part de la clientèle étrangère dans le total augmente de 2,1 points, passant de $18,6\%$ à $20,7\%$. Le taux d'occupation baisse peu, de $54,4\%$ à $54,2\%$. Echappent à cette baisse les départements de l'Ardèche, de la Loire et du Rhône. Le taux d'occupation du Rhône est le plus fort de la région avec $66,0\%$.

Montant des exportations



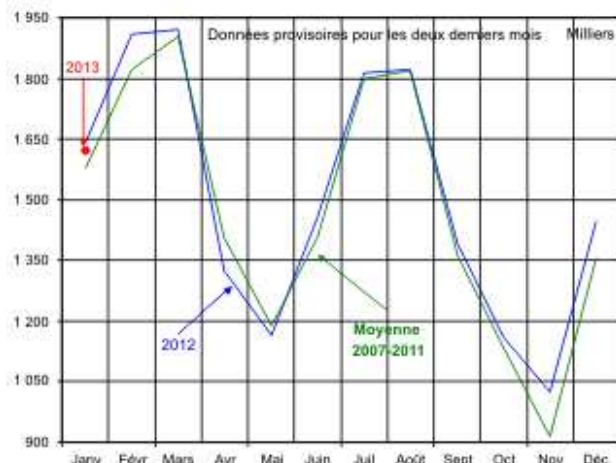
Source : Insee, Estimation d'emploi

Mises en chantier de logements



Source : SOeS

Nombre de nuitées mensuelles dans l'hôtellerie



Source : Insee.

Évolution de l'emploi en Rhône-Alpes

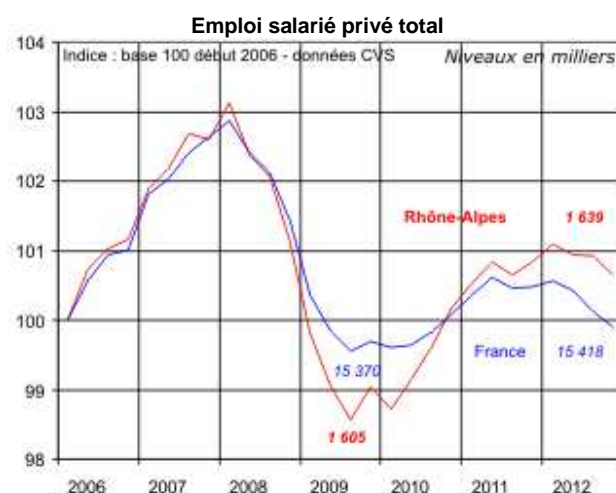
	Effectif 4 ^e trimestre 2012	Évolution par rapport au trimestre précédent		Évolution sur un an	
		en %	en effectif	en %	en effectif
Commerce	306 660	-0,3	-890	-0,2	+370
Construction	155 930	-0,2	-300	+0,4	+920
Industrie	413 170	-0,3	-1 290	-1,0	-2 790
Services marchands hors intérim	702 750	+0,1	+620	+1,2	+7 980
Ensemble hors intérim	1 578 510	-0,1	-1 850	+0,3	+6 480
Intérim	60 460	-3,8	-2 420	-11,1	-5 150
Ensemble	1 638 970	-0,3	-4 270	-0,2	+1 330

Source : Insee

L'emploi en Rhône-Alpes est orienté à la baisse en 2012

Pour le troisième trimestre consécutif, l'emploi salarié privé hors intérim baisse en Rhône-Alpes comme en France. Dans la région, après avoir augmenté davantage en 2010, puis mieux résisté en 2011 qu'au niveau national, l'emploi subit une inflexion à la baisse en 2012, particulièrement au quatrième trimestre (-0,3 % contre -0,2 % en France métropolitaine). Cette baisse représente 4 270 emplois salariés.

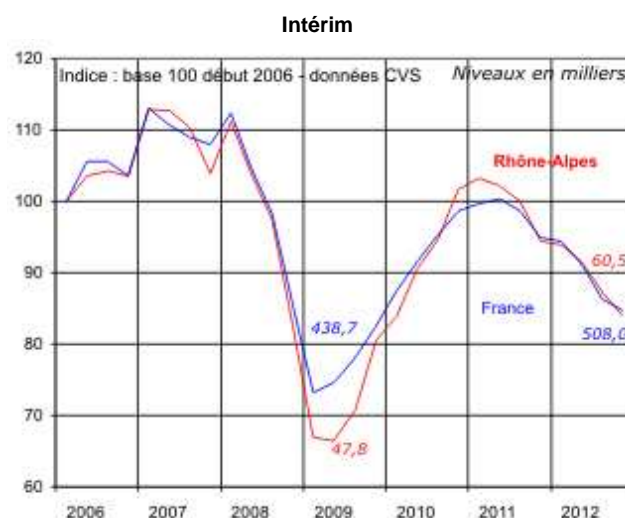
Les départements les plus touchés sont l'Ardèche (-0,8 %), la Loire (-0,5 %) et l'Ain (-0,5 %). Les autres départements, avec des pertes de -0,1 % ou -0,2 %, se situent dans la tendance régionale.



Source : Insee.

L'intérim diminue depuis début 2011, particulièrement en Rhône-Alpes

L'intérim est, ce trimestre encore, en fort recul dans la région (-3,8 %, 2 420 emplois perdus). La diminution au niveau national est un peu plus contenue (-1,9 %). L'industrie et la construction sont les secteurs qui recourent le plus à ce type d'emploi.

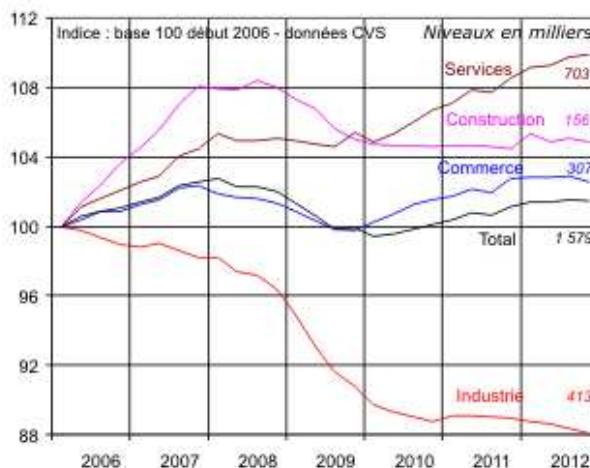


Source : Insee.

L'industrie et la construction demeurent les secteurs les plus touchés

Sur l'ensemble de la région et hors intérim, c'est dans l'industrie que les pertes d'emploi sont les plus importantes (-0,3 %, 1 280 salariés en moins). Le commerce perd également des salariés (-0,3 %, 890 emplois). La construction (-0,2 %, 300 emplois) subit le recul des mises en chantier de logements. Seuls les services marchands hors intérim en gagnent (620 emplois, + 0,1 %). Du fait de ces évolutions opposées du commerce et des services hors intérim, le solde d'emplois du tertiaire hors intérim est quasiment nul : moins de 300 emplois sont perdus au niveau régional.

Emploi salarié privé hors intérim en Rhône-Alpes

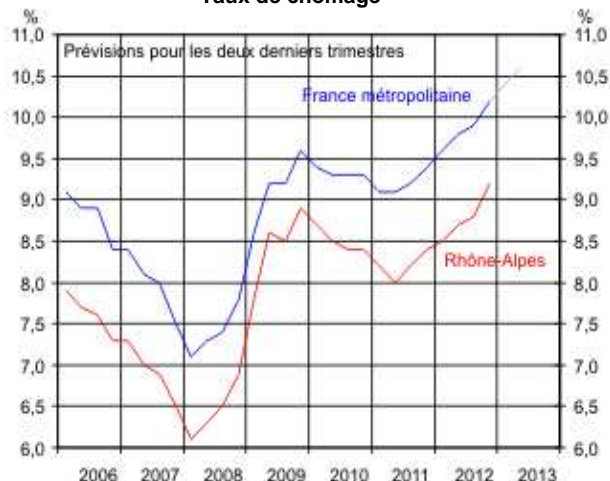


Source : Insee

Le taux de chômage dépasse son niveau maximum de la crise atteint fin 2009

Le taux de chômage rhônalpin poursuit son aggravation au quatrième trimestre 2012, pour atteindre 9,2 % de la population active, soit 0,4 point de plus qu'au troisième trimestre. Ce taux augmente de +0,8 point en un an et dépasse le maximum atteint pendant la crise 2008-2009 (écart de +0,3 point). Rhône-Alpes demeure toutefois l'une des régions où le taux de chômage est le moins élevé, après l'Île-de-France, les Pays-de-la-Loire et la Bretagne (8,8 %, 9,0 % et 9,0 % respectivement).

Taux de chômage



Source : Insee.

Les départements sont inégaux depuis le début de la crise face au chômage

Les huit départements de Rhône-Alpes subissent l'augmentation de façon relativement uniforme au cours du dernier trimestre de 2012. Toutefois, La Drôme et l'Ardèche, qui ont déjà les taux les plus élevés (11,4 % et 11,1 % respectivement), affichent sur un an des hausses plus rapides. L'Ain et la Haute-Savoie restent les départements les moins touchés (respectivement 7,5 % et 7,9 %).

Sur un an, le taux de chômage Rhônalpin augmente au même rythme que celui de la France métropolitaine avec +0,8 point par rapport au quatrième trimestre 2011. Fin 2012, le taux de chômage en France métropolitaine se situe à 10,2 % de la population active. Les prévisions pessimistes persistent pour les mois à venir : le taux de chômage national hors DOM atteindrait 10,6 % à mi-2013.

Taux de chômage localisés

	4 ^e trimestre 2012	
	Taux	Évolution sur 1 an (en point)
Ain	7,5	+0,7
Haute-Savoie	7,9	+0,7
Savoie	8,0	+0,5
Isère	8,7	+0,7
Rhône	9,5	+0,7
Loire	10,4	+1,0
Ardèche	11,1	+1,0
Drôme	11,4	+1,1
Rhône-Alpes	9,2	+0,8
France métropolitaine	10,2	+0,8

Source : Insee

Retrouvez la Conjoncture en ligne : www.insee.fr/rhone-alpes

Insee Rhône-Alpes
165, rue Garibaldi, 69401 Lyon cedex 03, tél. : 04 78 63 28 15 fax : 04 78 63 25 25
Pour vos demandes d'informations statistiques : www.insee.fr/rhone-alpes
Contact : insee-contact@insee.fr, tél. 0 972 724 000 (lundi à vendredi de 9h à 17h)
Directeur de la publication : Pascal Oger. Rédacteur en chef : Alain Duprè. Auteur : Michel Poincard.
© INSEE 2013 - ISSN : 1245 - 3412